

# ALERTE : DGCCRF SACRIFIEE = CONSOMMATEURS EN DANGER

Crise de l'ESB (vache folle)... Poulet à la dioxine... Lasagnes à la viande de cheval... « Dieselgate »...  
Œufs contaminés au fipronil ... Laites infantiles contaminés par la Salmonelle...

Mais aussi, entre autres : Jouets, produits électriques, cosmétiques dangereux - Fauteuils et chaussures allergisants -  
Résidus de pesticides dans les fruits et légumes - Produits périmés - Faux signes de qualité (AOP, BIO,...) - Publicités  
mensongères - Démarchage abusif - Obsolescence programmée - Ententes entre entreprises au détriment des  
consommateurs

Les agents de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF)  
et du Service Commun des Laboratoires (SCL) doivent assurer au quotidien la défense de vos intérêts économiques  
(loyauté des transactions et qualité des produits) et physiques (sécurité des produits alimentaires et industriels).

Mais la DGCCRF est-elle en capacité d'assurer toutes ses missions ? L'État est-il en mesure de jouer son rôle de  
prévention des crises ? Demain la DGCCRF pourra-t-elle au moins encore réagir face à une crise ?

**Consommateurs, nous vous alertons : la réponse est clairement NON !!!**

Avec la complexification des produits et la mondialisation de l'économie, les crises continueront à se multiplier. La  
concurrence exacerbée et la course effrénée au profit conduisent irrémédiablement à des pratiques douteuses, voire  
dangereuses pour la santé et la sécurité des consommateurs. **Seule une administration de contrôle organisée  
nationalement et avec des moyens à la hauteur des enjeux peut les prévenir efficacement.**

Or, depuis 2010, la DGCCRF a été démantelée et ventilée "façon puzzle" dans des services de l'État "fourre-tout", en  
subissant de plein fouet d'importantes suppressions d'emplois. **Avec une chaîne de commandement rompue et des  
baisses d'effectifs encore programmées, la DGCCRF ne sera plus qu'une administration ayant de plus en plus de mal  
à exercer son activité.**

Et le Gouvernement actuel risque bien d'aller encore plus loin dans le **saccage de ce service public pourtant  
indispensable à la protection des consommateurs** : avec une force destructrice inégalée, le programme de réforme de  
l'État « **Action Publique 2022** », lancé à l'automne 2017, s'oriente tout droit vers des **abandons et privatisations de  
missions** et vers le « **tout numérique** ». Ainsi, par exemple, l'hygiène alimentaire et les aires de jeux pourraient être  
contrôlées par des prestataires privés, le consommateur n'aura plus d'interlocuteur physique et des implantations  
départementales fonctionnant déjà en mode dégradé pourraient purement et simplement disparaître ! **Ce sont les  
principes même d'égalité, de continuité, de neutralité et d'impartialité du service public qui sont mis à mal !**

**Citoyens consommateurs, une prise de conscience collective à même de peser sur des décisions  
qui engagent notre avenir s'impose. Vous devez réagir vite car demain il sera trop tard !**

**Exigez une DGCCRF efficace et réactive, réunifiée et renforcée en effectifs, de plein exercice des  
missions à partir d'implantations départementales et infra départementales.**

**Signez la pétition !**

<https://consommateurdanger.unepetition.fr/>

